

L'INTÉGRATION DE LA POPULATION IMMIGRÉE DANS LES VILLES EUROPÉENNES

**Rapport pour la XLIIIème Assemblée
Générale de l' UCUE**

Novembre 2003

I - INTRODUCTION

Le présent document contient une information utile sur la politique d'intégration de la population immigrée d'origine étrangère des capitales européennes, une information obtenue par le biais d'un questionnaire (envoyé en Juillet 2003) et qui prétend faire connaître les caractéristiques, les difficultés ainsi que la problématique existante dans chaque ville et dans l'ensemble des initiatives réalisées par chacune d'elles pour répondre au défi que suppose l'intégration de la population immigrée.

Nous entendons par politique d'intégration, dans le cas de ce rapport, les interventions prévues par l'État et qui établissent les conditions d'entrée, de sortie, réglementent les concessions de permis de résidence et de travail des étrangers tout comme l'ensemble des droits dont cette population peut jouir sans oublier l'articulation des politiques sociales et d'intégration sociale.

Toute politique d'intégration se base sur 3 piliers:

- le premier pilier est constitué des normes indiquant combien de personnes peuvent immigrer et est appelé "contrôle de flux". Cette fonction est normalement assurée par les Gouvernements étatiques respectifs.
- Le second pilier est composé des mesures mises en marche par les administrations et évitent que l'immigré soit marginalisé dans la société et permettant de faciliter la cohabitation de tous les citoyens.
- À ces deux piliers, il faut ajouter d'autres mesures complémentaires parmi lesquelles il faut souligner la coopération avec le développement des pays de provenance des immigrés, ce qui contribue au "contrôle des flux d'origine" et à la réduction des conditions de désavantage qui poussent l'immigré à s'installer dans un autre pays.

La façon d'aborder les programmes destinés à répondre aux nouvelles nécessités créées par l'arrivée ou la présence de la population étrangère au niveau local, bute sur la limite évidente imposée par les législations nationales respectives, toutefois, les villes ont aussi besoin de trouver des formules de gestion locale non seulement pour aborder les difficultés posées par l'intégration des immigrés, mais aussi pour faire face aux nouveaux problèmes urbains notamment ceux liés à la dualisation sociale et territoriale de nos villes au début du troisième millénaire.

Il existe des différences entre les villes, des différences causées par la plus ou moins grande tradition migratoire et par la configuration des flux des nouveaux citoyens et c'est ce qui sera ci-après analysé.

MÉTHODOLOGIE UTILISÉE.

Ce rapport a été réalisé sur la base de l'information remise par les 20 villes capitales suivantes:

- Amsterdam
- Athènes
- Berlin
- Bruxelles
- Budapest
- Copenhague
- Dublin
- Stockholm
- Helsinki
- Lisbonne
- Londres
- Lubiana
- Luxembourg
- Madrid
- Paris
- Riga
- Rome
- * Tallin
- Varsovie
- Vienne.

Le questionnaire envoyé aux villes est axé sur différents sujets:

- 1.- Données d'identification, domaine territorial, ville, pays, organisation et personne à contacter.
- 2.- Données socio-démographiques; population d'origine étrangère, pourcentage de la population immigrée par rapport au total de la ville, population immigrée suivant l'âge et le sexe, principaux pays de provenance de la population immigrée.
- 3.- Principales difficultés dans le processus d'intégration de la population immigrée: accueil, éducation, insertion sur le marché du travail/emploi, santé loisirs et temps libre, logement/habitat, culte religieux.

*

* Considérant que l'analyse sur ses données a été reçue après le délai établi, ces dernières n'ont pas pu être recueillies dans ce rapport.

- 4.- Principales interventions dans l'attention de la population immigrée réalisées par la ville: accueil, éducation, santé, insertion sur le marché du travail/emploi, loisirs et temps libre, logement/habitat, culte religieux.
- 5.- Programmes/projets réalisés par la ville devant être cités comme "exemples de bonnes pratiques"
- 6.- Programmes/projets de coopération internationale avec des pays en voie de développement
- 7.- Projets de futur
- 8.- Commentaires spécifiques sur l'immigration provenant des pays sur le point d'adhérer à l'Union Européenne.

Les réponses et l'élaboration des questionnaires ont été très différentes quoique, en général, elles aient permis de recueillir une information quantitative et qualitative extrêmement importante pour ce rapport.

Ce rapport recueille une analyse de la situation migratoire des capitales européennes susmentionnées. De même, une étude est menée sur les difficultés et les changements qui se sont produits lors des dernières années à partir des informations recueillies dans les villes et regroupées en fonction des sujets traités dans le questionnaire.

De même, il recueille les interventions réalisées pour atteindre les objectifs dans chaque ville et les principales réflexions sans oublier l'analyse des politiques menées à bien par les capitales européennes.

Ce document ne prétend pas avoir une valeur exhaustive dans ce sujet et encore moins, une valeur statistique, il ne s'agit que d'un rapport qui recueille une infime partie de la situation sur l'immigration dans les principales villes européennes et les programmes mis en marche par les entités locales pour améliorer la cohabitation.

II- DONNÉES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES DE LA POPULATION IMMIGRÉE.

Suivant les informations recueillies, nous pourrions affirmer que la globalisation et le développement économique et industriel de l'Union Européenne, les phénomènes sociaux tel que le vieillissement de la population et la nécessité de main d'oeuvre, ont fait que la pression migratoire augmente de jour en jour dans toutes les capitales européennes et l'on observe une intensification de ce phénomène notamment dans les capitales du Sud de l'Union.

De ce fait, les pourcentages élevés de citoyens étrangers sont enregistrés dans les villes de tradition migratoire, telle que **Luxembourg** (59,15 %), **Amsterdam** (47 %)

Londres (27 %) ou **Paris** (14,4%) et le nombre d'immigrés augmente dans des capitales comme **Madrid** (12,75 %), **Dublin** (8,4%) **Rome** (6,6%) et **Lisbonne** (6,27 %).

La plupart des villes n'ont pas remis des données concernant certains aspects, par ailleurs difficiles à vérifier, comme sont les estimations des immigrés se trouvant dans une situation irrégulière, ou le nombre approximatif d'étrangers non recensés.

En analysant d'autres aspects démographiques tels que le sexe et l'âge, nous pouvons dire que, concernant le premier point, la plupart des villes soulignent que le déséquilibre qui, lors des décennies passées, penchait en faveur des hommes dans la distribution générale de la population étrangère, tend aujourd'hui à diminuer et on remarque un certain équilibre entre les deux sexes.

Ce qui indique que les immigrés se sont établis dans une ville, qu'ils pensent y rester et que le processus migratoire commence à devenir quelque chose de "normal" dans une ville déterminée, c'est la présence d'un nombre important d'étrangers âgés de moins de 16 ans.

Ainsi, nous pouvons souligner les données des villes ayant une longue tradition migratoire où le pourcentage des mineurs est élevé, comme **Amsterdam** (20%), **Luxembourg** (23,7) ou **Berlin** (18%).

Dans d'autres capitales européennes dans lesquelles le phénomène migratoire est plus récent, ce pourcentage est faible. C'est le cas de **Madrid** (14,4%), **Rome** (entre 13,5% et 11,8%) ou **Riga** (entre 1 et 2%).

La présence d'enfants étrangers dans certaines capitales comme Madrid, Lisbonne ou Rome, augmentera si l'on prend en compte que les enfants immigrés originaires des pays ayant une plus grande tradition migratoire dépassent en nombre les enfants des familles originaires des pays industrialisés.

La présence d'une importante partie de la population mineure se fera noter dans certaines villes et aura des répercussions sur la santé et le domaine scolaire comme nous le verrons plus loin.

En général, la composition par nationalité de la population immigrée varie d'un pays d'accueil à l'autre et dépend de la tradition migratoire du pays, de la nature, de la portée et de l'étendue des réseaux établis par communautés étrangères pré-établies, les chances d'emploi qu'offre le lieu d'accueil, la proximité géographique du pays d'origine et celui de destination et certains facteurs déterminants tels que les liens historiques et culturels avec d'anciennes colonies et protectorats.

De ce fait, **Lisbonne**, compte comme principaux pays de provenance: Cap Vert (27,3%), Angola (12,9%), Guinée (10,3%) et le Brésil (8,2%); **Amsterdam** avec Surinam (21%), Anciennes Antilles Hollandaises (6%); **Madrid** avec comme pays d'origine les plus fréquents: Équateur (34%), Colombie (11%) et Pérou(5,8%).

Les développements économiques et politiques de cette dernière décennie notamment les mouvements d'Europe centrale et orientale ont permis l'émergence de nouveaux flux migratoires ce qui a diversifié les pays d'origine. Par ailleurs, ces données mettent en évidence le fait que certains pays d'origine qui, jusqu'à présent, n'étaient pas considérés comme des pôles d'immigration commencent à l'être.

De ce fait, la ville de **Berlin**, compte comme nationalités d'origine de sa population immigrée, les pays qui faisaient partie de l'ex-Yougoslavie (13,7%), Pologne (6,7%) et des pays de l'ancienne Union Soviétique (5,7%).

Stockholm avec des immigrés provenant de **Pologne** (4%), **Vienne** avec les pays de l'ex-Yougoslavie (15%) et des pays d'Europe de l'Est (11%).

En général, dans toutes les capitales européennes, le pourcentage de citoyens ne provenant pas de l'Union européenne a augmenté.

Dans les villes du Nord de l'Europe, l'immigration des pays voisins a diminué par contre, l'immigration provenant d'autres nationalités: pakistanais, vietnamiens, iraniens, irakiens et turcs ,a augmenté.

Ces tendances se voient aussi dans des villes comme **Berlin**, **Stockholm**, **Vienne et Budapest**.

Dans le panorama de l'immigration des villes européennes, il convient de souligner que les capitales des pays du Sud de l'Europe (**Madrid**, **Lisbonne et Rome**) qui, depuis la fin de la 2ème Guerre Mondiale et jusqu'aux années 80 avaient exporté de la main-d'oeuvre vers des pays européens maintenant connaissent la tendance inverse et sont devenues des foyers d'immigration.

La croissance économique qu'ont connue ces pays et la proximité avec l'Afrique, font qu'ils deviennent des lieux attrayants de résidence, comme le montre le pourcentage de la population immigrée à **Madrid** (12,75%), **Rome** (6,6%) et **Lisbonne** (6,27%).

Ces capitales européennes situées au Sud présentent des caractéristiques communes parmi lesquelles il convient de souligner:

- un nombre considérable d'immigrés provenant d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Asie.
- Un autre groupe assez nombreux provenant d'Europe et d'Amérique

Ces deux types de flux sont tout à fait différents. Le premier est constitué d'une immigration causée par le manque d'emploi et par une main-d'oeuvre peu qualifiée et qui, très souvent, se trouve dans une situation irrégulière. L'autre est plutôt associée à la retraite des européens qui s'installent dans des villes où le climat est plus clément.

Dans les villes européennes, on observe, en général, que certaines communautés immigrées ont considérablement augmenté à des endroits où elles n'étaient pas présentes avant.

L'établissement des maghrébins (**Algérie, Tunisie et Maroc**), turcs et ex-yougoslaves a changé lors des dernières années.

Quoique **Paris** ait traditionnellement été une ville d'accueil pour des citoyens provenant du **Maghreb**, et quoique les Algériens continuent de s'y installer, **les Marocains et les Tunisiens** commencent à s'installer dans d'autres capitales de l'Union Européenne.

Quoique ces collectivités soient présentes à **Bruxelles et à Amsterdam**, elles commencent à devenir plus nombreuses dans d'autres pays de destination et constituent d'importantes collectivités à **Rome, Berlin et Madrid**.

Les immigrés turcs, dont la plupart résident à **Berlin**, sont présents, de nos jours, dans des villes telles que **Amsterdam, Bruxelles et Copenhague**.

Par ailleurs, les colonies des ressortissants de l'ex-Yougoslavie, sont présentes surtout à **Rome, Vienne, Budapest, Berlin et Luxembourg**.

Actuellement, on observe toute une série de changements, déjà présents dans la décennie des années 90 qui transforment l'immigration en Europe, comme par exemple le nombre chaque jour plus élevé de demandeurs d'asile.

C'est ainsi que cela se reflète dans les données facilitées par **Berlin, Amsterdam, Copenhague, Vienne, Luxembourg**.

III.- PRINCIPALES DIFFICULTÉS DANS LE PROCESSUS D'INTÉGRATION DE LA POPULATION IMMIGRÉE

La politique d'intégration mise en marche au niveau local par les différentes villes européennes, est très influencée par leur législation nationale respective, par les accords européens récemment adoptés en la matière, et par les compétences attribuées à l'administration locale concernant les étrangers et l'immigration.

La plupart des villes n'ont pas de compétences en ce qui concerne la détermination des critères qui réglementent les flux migratoires nationaux ni en ce qui concerne la concession de permis de résidence ou de travail. En dépit de ce fait, elles assistent à la présence ou à l'arrivée constante d'étrangers qui font partie de la ville et qui doivent cohabiter, dans les mêmes conditions, avec les citoyens autochtones. Par ailleurs, certains immigrés connaissent des difficultés supplémentaires considérant qu'ils sont demandeurs d'asile ou qu'ils se trouvent dans une situation irrégulière ou ne jouissent pas de la reconnaissance d'un ensemble de droits qui protègent le citoyen résident.

A) ACCUEIL:

Certaines villes du Nord de l'Europe affirment qu'il existe des difficultés notamment dans l'accueil des demandeurs d'asile à cause du long délai imposé avant l'admission de leur demande.

Parmi ces dernières, nous trouvons **Amsterdam, Bruxelles et Londres**, qui soulignent l'augmentation du nombre d'indigents dans la ville à cause de l'augmentation des demandeurs d'asile qui ne bénéficient pas d'aides publiques et à cause de l'inefficacité des systèmes d'aide concernant le demandeur de refuge.

Par contre, d'autres villes soulignent le fait de ne pas avoir de difficultés spéciales grâce au bon fonctionnement des services d'accueil. Parmi ces dernières nous trouvons des villes telles que **Varsovie, Helsinki, Luxembourg et Berlin**.

La plupart des villes soulignent que le fait de ne pas parler la langue du pays d'accueil constitue, dans le cas du nouveau venu, le premier obstacle pour avoir accès à un service quelconque.

B) ÉDUCATION:

Le domaine scolaire reflète, dans toutes les villes, la situation migratoire et les tendances actuelles de celle-ci.

La question fondamentale et la principale difficulté que souligne la plupart des villes est la façon d'administrer, depuis la sphère scolaire existante, la grande diversité de population scolaire existante, tout en répondant, en même temps aux nécessités spéciales éducatives de bon nombre d'élèves et tout en favorisant leur réussite scolaire.

Bon nombre de villes soulignent que dans certains centres, il se produit une concentration excessive d'élèves d'origine étrangère. D'habitude, l'incorporation des enfants immigrés à l'école représente aussi une problématique: le centre baisse le niveau de qualité, il se produit souvent des rejets de la population autochtone envers les élèves immigrés et le centre d'enseignement court le risque de devenir un "ghetto".

Amsterdam souligne que pendant les 10 dernières années, il y a eu une certaine ségrégation entre la population immigrée et celle autochtone. C'est la raison pour laquelle, dans cette ville on parle d'"écoles noires et blanches". Dans les écoles noires, la plupart des enfants appartiennent à des groupes ethniques différents du hollandais. Les mineurs d'origine turque et marocaine présentent les pourcentages d'absentisme et d'abandon scolaire les plus élevés, un point sur lequel coïncident les autres capitales.

Bruxelles souligne comme difficulté supplémentaire le manque de communication entre professeurs et parents à cause de la méconnaissance de la langue locale, des clefs et des référents culturels de la ville d'accueil.

La méconnaissance de la langue est considérée, en général, comme un obstacle à la scolarisation égalitaire par la plupart des villes; **Lisbonne, Varsovie, Helsinki, Londres et Stockholm.**

En résumé, nous pouvons dire que, quoique dans toutes les capitales européennes les enfants des familles immigrées soient admis dans les collèges publics de la ville étant donné que la scolarisation est obligatoire pour tous les mineurs, ces derniers présentent des difficultés d'intégration énormes à cause de la méconnaissance de la langues, des clefs et des référents culturels. Par ailleurs, on note chez les mineurs étrangers un taux plus élevé d'échec et d'absentisme scolaire.

C) SANTÉ:

En général, les villes dont le système sanitaire national est constitué de façon automatique de citoyens immigrés ne connaissent pas des situations particulièrement difficiles dans ce domaine. C'est le cas de **Berlin, Varsovie, Amsterdam ou Madrid**, où l'accès au réseau sanitaire est garanti à toute la population immigrée, qu'elle se trouve dans une situation irrégulière ou non, à condition qu'elle soit recensée sur le registre municipal.

Londres présente un panorama plus problématique considérant les difficultés auxquelles il doit faire face notamment concernant trois points concrets: difficulté d'avoir accès à la assistance sanitaire, très peu de conscience du personnel sanitaire sur les droits de santé de la population étrangère et les problèmes de santé découlant des deux points précédents.

Amsterdam met l'accent sur les taux élevés de mortalité infantile parmi la population d'origine turque et marocaine, une situation qui préoccupe les autorités sanitaires locales.

Helsinki indique qu'il serait nécessaire de garantir de meilleurs services de santé mentale pour les réfugiés.

Certaines villes, comme **Madrid**, se sont rendues compte du fait que le niveau de formation et la compréhension de la langue, influent sur le niveau de santé de la population étrangère et doivent être liés à la mise en pratique d'habitudes de prévention et de soins, avec l'accès et l'utilisation des services sans oublier de prendre en compte la sinistralité dans le travail.

D) INSERTION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL / EMPLOI:

Le domaine du travail, représente, sans aucun doute, l'un des points les plus importants concernant l'intégration de la population immigrée dans toutes les villes européennes.

D'après les rapports envoyés, un nombre important de capitales affirment que les travailleurs immigrés sont employés dans les domaines d'activités concrètes qui, en général, se caractérisent par les pires conditions de travail. Ces "petits boulots", sont dans la plupart des cas, rejetés par les travailleurs autochtones.

Dans plusieurs sociétés actuelles, il se produit une augmentation des préjugés à cause de la crainte à une incorporation massive des immigrés au marché du travail et de la crainte que ces travailleurs étrangers puissent arriver à constituer une menace étant donné qu'ils pourraient, un jour, avoir accès à des postes de travail avant destinés aux autochtones.

De nombreux pays ont résolu le problème en établissant des quotas annuels d'accueil d'immigrés en fonction de la situation locale d'emploi, évitant, de ce fait, et dans la mesure du possible, la concurrence avec les nationaux. À ce sujet, la ville de **Vienne** souligne le fait que les travailleurs extra-communautaires ne peuvent pas dépasser 8% de la main-d'oeuvre autrichienne.

Dans tous les cas, la plupart des villes coïncident sur le fait de signaler que les immigrés se trouvant dans une situation irrégulière sont soumis à des abus et à des exploitations et connaissent des situations de précarité dans le travail tout comme dans la vie économique et personnelle.

Un aspect commun indiqué dans de nombreux questionnaires est un niveau plus élevé de chômage parmi la population immigrée par rapport à la population autochtone. La méconnaissance de la langue, l'appartenance à une culture différente et un niveau moins élevé de qualification professionnelle, représentent un obstacle à l'insertion sur le marché du travail de la population étrangère.

E) LOGEMENT / HABITAT:

À l'heure actuelle, le logement, en plus d'offrir de la protection et de la privacité, est l'espace où se développent les conditions nécessaires pour le développement de la vie quotidienne.

Le type de logement voire même la zone de la ville où l'on vit, est lié à la reconnaissance d'un "statut" social. Depuis les forums les plus variés, le cri d'alarme est poussé à la vue des conséquences fâcheuses que peuvent entraîner le manque d'un logement digne et adéquat pour les travailleurs immigrés. La concentration d'immigrés dans certains quartiers accentue la visibilité de l'immigré dans la ville, aussi bien à cause de l'augmentation numérique qu'à cause des espaces symboliques associés à cette augmentation.

Toutes les villes consultées coïncident sur le fait que les immigrés sont, de même que d'autres secteurs de la population, ceux qui rencontrent plus de difficultés à l'heure de trouver un logement digne.

De ce fait, **Bruxelles, Dublin, Lisbonne, Varsovie, Stockholm, Londres, Paris, Madrid et Rome** affirment que les immigrés ont pour habitude de se concentrer dans certaines zones de la ville.

L'augmentation accélérée de la population étrangère unie à la limitation du parc des logements accessibles à cette dernière entraînent une occupation excessive de ce derniers avec un nombre de logements qui atteint parfois des niveaux d'entassement.

Une difficulté soulignée par la plupart des villes est celle liée à l'existence de certains abus dans le prix des loyers. Cela entraîne comme conséquence l'apparition de la sous-location et l'entassement dans les appartements parce que les prix des loyers sont trop élevés. Il convient, par ailleurs, de souligner la méfiance des propriétaires à cause du haut risque de sous-location et des préjugés sans oublier les craintes de beaucoup d'eux à les louer à des étrangers.

Généralement, les logements les plus dégradés se trouvent au centre des villes. Ils sont normalement de dimensions réduites et sont fréquemment rejetés par les autochtones considérant qu'ils ne réunissent pas les conditions adéquates d'habitabilité.

Ces difficultés font que la population étrangère ne puisse pas avoir accès aux logements qu'en passant par les programmes mis en marche par l'Administration Locale. Le manque de logements sociaux est considéré comme étant une caractéristique généralisée même si des capitales comme **Amsterdam** souligne que dans leur ville, la ségrégation se maintient dans les limites raisonnables grâce à l'intervention des politiques publiques ce qui évite ainsi la formation de "ghetto" dans certaines zones urbaines.

F) LOISIRS ET TEMPS LIBRE:

En général, seul quelques observations peuvent être déduites des questionnaires envoyés par les villes concernant cette matière. La plupart d'entre elles coïncident sur le fait qu'une grande partie de la population immigrée dispose de peu de moyens économiques pour réaliser des activités de ce genre ou dans le cas où elle les aurait, elle le destinerait à d'autres fins.

Certaines villes du Sud de l'Europe soulignent la tendance qu'ont les grands groupes de population étrangère à se réunir en groupements et en associations ce qui ne facilite pas leur intégration.

La ville de **Madrid** souligne le phénomène qui se produit depuis quelques années dans les parcs et les zones publiques qui sont utilisés par les collectivités d'immigrés (en général, Équatoriens, Péruviens et Colombiens) comme lieux de rencontre, de réunion pour réaliser des activités ludiques et sportives les jours fériés. Ces réunions devenues possibles, à coup sûr, par le climat clément de la capitale, se tiennent dans le cadre des nécessités humaines de contact et de communication mais tendent à provoquer des conflits avec d'autres citoyens autochtones qui se rendent à ces endroits pour les mêmes raisons et pour jouir des parcs et des lieux publics destinés aux loisirs.

G) CULTE RELIGIEUX:

La plupart des capitales souligne la diversité culturelle, idéologique et de culte de la population immigrée établie sur leur territoire. Les pratiques religieuses, dans la plupart des cas, se réalisent librement dans la ville dans un climat de tolérance dans les lieux de culte respectifs qui, parfois, sont facilités par l'administration locale même.

De ce fait, **Madrid, Luxembourg, Varsovie et Amsterdam** soulignent l'absence de conflits associés au culte religieux, tandis que **Bruxelles** souligne une tendance à la radicalisation et à la libre appartenance à un courant religieux, idéologique ou philosophique est manipulée comme un instrument de revendications spécifiques d'une seule communauté.

H) AUTRES DOMAINES:

Dans ce paragraphe servant de conclusion aux aspects problématiques de l'intégration des immigrés, certaines villes soulignent des phénomènes spécifiques qui se produisent sur leur territoire.

De ce fait, **Londres** souligne l'existence de problèmes et de conflits d'ordre public motivés par l'augmentation d'attitudes xénophobes et racistes dans la population, unies au comportement délictuel des groupes étrangers envers leurs semblables.

Dublin souligne la confusion que produit la dispersion administrative des services publics étant donné que, en matière d'immigration, la compétence appartient à de nombreux organismes qui ne travaillent pas avec la coordination fonctionnelle adéquate.

Rome dénonce différentes situations qui se produisent dans sa ville et qui contribuent à rendre plus difficile l'intégration de la population étrangère: absences de procédés pour la représentation politique de la population des pays tiers dans des institutions du gouvernement local, expérimentation insuffisante des modèles d'intégration territoriale et une tendance à faire des cultures étrangères un spectacle sans des sérieux programmes d'échanges culturels.

IV – PRINCIPALES INTERVENTIONS DANS L'ATTENTION DE LA POPULATION IMMIGRÉE RÉALISÉES PAR LES VILLES/MAIRIES.

Depuis plus d'une décennie, toutes les villes de l'Union Européenne sont convaincues du fait que, sans des politiques adéquates d'intégration adressées à la population immigrée, elles ne pourront pas éviter, à la longue, la problématique et les conflits pouvant surgir dans le domaine de la cohabitation et de l'ordre public.

D'habitude, les modèles d'intégration varient d'une ville à l'autre, toutefois, ils sont réalisés dans les mêmes domaines stratégiques de cohabitation: le quartier, l'école, le logement, le travail.

Dans ce rapport, nous avons tenté d'analyser et de recueillir le témoignage des villes, les conditions structurelles et les initiatives mises en marche par l'administration locale respective pour affronter avec succès le défi de l'intégration.

A) ACCUEIL:

La plupart des capitales européennes sont dotées de dispositifs locaux permettant de favoriser les services de première attention: information, orientation et soutien administratif.

La plupart de ces programmes incluent l'apprentissage de la langue locale, l'assistance d'un traducteur et d'un interprète en cas de méconnaissance totale de la langue, l'assistance juridique et la possibilité de fournir un logement et l'entretien dans le cas des personnes se trouvant dans une situation plus vulnérable.

Certaines villes, comme **Rome et Madrid**, soulignent, par ailleurs, qu'elles comptent sur le soutien de médiateurs inter-culturels pour ces activités.

B) ÉDUCATION:

L'école représente un espace extrêmement pour l'intégration de tous les citoyens à la société d'accueil. Ce n'est pas pour rien que la scolarisation universelle, obligatoire et gratuite est considérée comme un lieu de formation et de socialisation des nouveaux citoyens

Le grand problème qui se pose dans de nombreuses villes consiste à relever le grand défi de la diversité. Ce qui amène certaines villes à élaborer différentes stratégies pour faire face aux nécessités spéciales de leurs élèves étrangers.

Amsterdam souligne le fait que l'enseignement est obligatoire pour tous les enfants et les écoles sont financées depuis l'Administration suivant le nombre d'élèves. Il existe un budget fixe pour chaque enfant toutefois cette quantité économique est doublée dans le cas des mineurs étrangers à cause du large temps qui leur est consacré et des moyens pédagogiques que nécessitent les mineurs immigrés.

Bruxelles souligne le fait qu'il existe un grand souci de la part des responsables politiques de la ville concernant l'obtention des ressources économiques permettant d'accroître de la qualité de l'enseignement.

Toutes les villes coïncident sur le fait que dans les écoles il existe des programmes de soutien spécial pour l'enseignement intensif de la langue locale aux mineurs étrangers nouveaux venus.

L'hétérogénéité des situations requiert des stratégies différentes dans chaque cas et il convient de voir s'il existe un déficit de scolarisation, si celui-ci n'est pas lié aux différences linguistiques ou à l'origine étrangère.

Devant le souci causé par les taux élevés d'abandon et d'échec scolaire chez les mineurs immigrés, dans la plupart des villes, des programmes spéciaux ont été créés dans le domaine scolaire.

De ce fait, nous pouvons souligner que **Vienne** est doté d'un centre d'éducation juvénile où les jeunes peuvent obtenir le certificat de scolarité et ceux qui n'ont pas pu l'obtenir dans des centres normalisés reçoivent de l'aide pour entrer sur le marché du travail. Le bureau d'orientation scolaire pour immigrés est destiné à conseiller les élèves, les parents et les professeurs. L'institution "Fond d'Intégration" qui se trouve dans cette même ville, prétend améliorer les chances de ces jeunes, menacés de marginalisation sociale à accéder à l'apprentissage d'un métier.

Cependant l'action éducative dans des contextes multi-culturels va bien au-delà du domaine scolaire. D'autres domaines clefs d'intégration depuis l'action éducative sont les centres de formation d'adultes, les programmes destinés à l'enseignement de la langue locale les salles de culture.

C) SANTÉ:

La plupart des villes n'ont pas de compétences directes en matière de santé. Toutefois, beaucoup d'entre elles soulignent le fait d'avoir favorisé, par le biais d'initiatives privées, la prévention de maladies et de soins de santé à la population immigrée.

De ce fait, **Rome** souligne son intérêt à faciliter un climat favorable aux nouveaux voisins au moyen de l'intervention des services sanitaires des médiateurs Inter-culturels, formés exclusivement pour travailler dans ce domaine.

Londres met en marche un projet (Safe and Sound) destiné à étudier l'impact des conditions de logement dans la santé des demandeurs d'asile.

Un projet similaire est celui réalisé par **Stockholm** qui vise à améliorer l'assistance sanitaire de ce secteur de la population et **Lubiana** qui a mis en marche un programme d'attention aux citoyens se trouvant dans une situation irrégulière.

Amsterdam souligne le fait de mettre en place des programmes spéciaux adressés à des professionnels de la santé pour améliorer l'attention et la communication avec les patients d'autres religions et cultures.

La municipalité de **Madrid** joue un rôle fondamental dans l'accès du citoyen au réseau sanitaire à travers l'inscription sur le Registre Municipal

D) INSERTION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL/EMPLOI:

Les situations de chômage et le niveau peu élevé de qualification professionnelle influent grandement sur certains segments de la population étrangère et c'est pour cette raison que toutes les capitales soulignent le fait qu'il convient de mettre en place des programmes de formation, d'apprentissage de la langue et d'acquisition des habilités pour la recherche d'emploi.

Vienne et Lisbonne soulignent le fait d'avoir mis en marche le programme EQUAL, financé par les fonds européens et axé sur la lutte contre la discrimination et l'inégalité dans le travail.

Londres réalise des programmes hebdomadaires dans son Agence de Développement (LDA).

Amsterdam souligne la création de centres destinés à des entrepreneurs d'origine ethnique minoritaire et où ces derniers pourront recevoir des conseils.

Copenhague souligne que son programme d'accueil à la population immigrée est axé sur l'insertion sur le marché du travail.

E) LOGEMENT/HABITAT:

Une grande partie des villes européennes a mis en place des programmes destinés à améliorer les conditions des quartiers ayant un pourcentage élevé de population immigrée et qui se trouvent dans une situation de dégradation. Au moyen de l'identification des problèmes économiques et sociaux, un effort a été fourni pour injecter des ressources économiques dans ces zones. Des programmes de ce genre ont été mis en marche à **Bruxelles** et à **Madrid**.

Quoique la plupart des entités locales ne possèdent pas de compétences directes en la matière, comme c'est le cas de la ville de **Budapest**, la plupart des capitales ont mis en marche toute une série de mesures et de services liés à l'offre immobilière destinés à la population la plus vulnérable. À ces derniers a accès, dans

les mêmes conditions d'égalité, aussi bien la population autochtone que la population immigrée. **Luxembourg, Lisbonne, Helsinki** et **Madrid** détaillent ce type de programmes.

Nous pouvons souligner, comme nouveauté l'initiative de **Vienne** qui, lors des dernières années, a mis en pratique 9 projets de logements inter-ethniques, (des logements sont facilités aux Autrichiens et aux immigrés dans les mêmes proportions), qui sont composés de 600 appartements.

Pour répondre à la nécessité de logement provisoire qui est un problème qui se pose très fréquemment concernant la population étrangère qui vient d'arriver, les Mairies sont dotées d'habitude de "centres d'accueil" ou d'Auberges qui assurent l'entretien et l'attention sociale de façon provisoire.

Certaines villes ont prévu le paiement des logements suivant le système de location pour les étrangers les plus défavorisés. Cette mesure est adoptée par **Berlin, Helsinki** et **Copenhague**.

F) LOISIRS Y TEMPS LIBRE:

La plupart des activités organisées par les capitales dans cette matière sont essentiellement culturelles et ont pour but de favoriser l'interaction positive entre les citoyens autochtones et les nouveaux venus.

Les activités varient d'une ville à l'autre, toutefois, elles mettent l'accent sur la découverte de la richesse d'autres cultures, sur différentes manifestations artistiques et ouvrent des espaces de réflexion, de loisirs et de célébration.

À titre d'exemple, nous pouvons citer l'association "ROOT & ROUTES" de la ville d'**Amsterdam** qui organise des activités visant à faire connaître les traditions culturelles des différentes nationalités présentes dans la ville.

Des interventions similaires sont réalisées dans la ville **Helsinki** dans son Centre International de la Culture.

Bruxelles souligne la mise en marche de nombreuses initiatives pour animer l'espace public et pour qu'il soit accessible au plus grand nombre d'habitants possible. Il convient de souligner les rencontres littéraires avec des auteurs étrangers réalisées dans les bibliothèques publiques de la ville.

"L'atelier des Cultures" de la ville de **Berlin** représente une nouveauté, il s'agit d'un centre créé depuis une perspective d'intégration des cultures et qui a commencé à fonctionner avec un réseau et a participé dans le circuit multi-culturel de la ville. Dans ce domaine politiquement indépendant, des activités sont réalisées telles que le

Carnaval annuel des Cultures, le Festival de danses, "Le Monde en mouvement" et le concours "Musique Vitale".

G) CULTE RELIGIEUX:

Dans toutes les villes, il s'agit d'éviter que les différences religieuses portent préjudice à la cohabitation pacifique et, par conséquent, à l'intégration.

Quoiqu'aucune ville n'ait dénoncé l'existence de désordres graves ou de conflits religieux, certaines villes favorisent la pratique des différents cultes à travers la cession de locaux appartenant à la mairie et destinés à cette fin.

De nombreuses villes soulignent que le gouvernement local n'intervient pas en matière religieuse

Par contre, il convient de souligner que dans la ville de Rome, des activités de sensibilisation, de divulgation et de rapprochement Inter-religieux sont organisées à ce sujet. Par ailleurs, Il existe un "Conseil municipal de religions" qui compte sur la participation de 14 crédos différents et sa fonction consiste plutôt à organiser des activités civiles.

V – PROGRAMMES, PROJETS DÉVELOPPÉS PAR LES VILLES DEVANT ÊTRE CITÉS COMME EXEMPLE DE BONNES PRATIQUES.

Dans ce paragraphe sont recueillis les principaux exemples de bonnes pratiques présentés par les villes. Il est constitué de projets et d'initiatives innovateurs et prometteurs.

Les projets destinés à garantir la participation sociale de la population immigrée, favorisent le droit de vote de la population d'origine extra-communautaire. Par ailleurs, nous avons aussi ceux qui ont pour but de promouvoir l'insertion sur le marché du travail, et qui sont plus fréquents dans les villes du Nord de l'Europe: **Bruxelles, Paris, Luxembourg, Stockholm.**

Considérant que la plupart des immigrés ont pour habitude de s'établir dans les grandes villes et représentent une partie importante de la population, les autorités locales sont, en général, plus favorables à leur participation politique que les gouvernements nationaux. Comme les villes doivent respecter la législation nationale, restrictive, en général, en ce qui concerne la participation politique, les municipalités ont cherché des alternatives dans le but de permettre aux immigrés non nationalisés de s'exprimer (indirectement) dans le domaine de la politique locale.

Cela a amené de nombreuses villes à créer des “Conseils de Consultation”.

À ce sujet, nous pouvons souligner l'expérience de **Bruxelles** du “Conseil Bruxellois d'origine étrangère” ou la “Commission de Consultation pour Étrangers”; le “Conseil de la citoyenneté des Parisiens non communautaires” à **Paris** et la campagne de promotion pour l'inscription dans la liste électorale de **Luxembourg**.

Dans les villes du Sud, comme **Madrid**, **Rome** ou **Lisbonne** il faut souligner, par contre, les initiatives destinées à favoriser des aspects liés à l'inter-culturalité, à la lutte contre la discrimination et à la solution des problèmes de statut légal et d'accueil.

Par ailleurs, nous pouvons souligner les expériences de **Rome** avec l'“Observatoire de la nature multi-ethnique de la société Romaine”, destiné à l'étude des attitudes de la population italienne envers les immigrés. C'est un instrument qui permet de planifier la politique locale en la matière.

“L'Observatoire scientifique sur la discrimination dans les services municipaux” ou le Programme d'information inter-culturel pour le personnel municipal, sont aussi des initiatives de la capitale italienne.

Dans cette même ligne, Il convient de souligner l'expérience de **Madrid** avec le “Service de Médiation Sociale Inter-culturelle”, créé pour résoudre les difficultés d'accès de la population immigrée aux ressources publiques et pour servir d'instrument permettant de résoudre les conflits dans le domaine communautaire.

En dernier lieu, **Lisbonne** compte sur un projet “URBACT” qui consiste en l'échange d'expériences pour le développement de nouvelles méthodologies dans le processus d'intégration et le projet “DROM” de nature éducative à travers lequel des professionnels qualifiés se mettent en contact avec les écoles pour minimiser l'impact des enfants des familles immigrées.

VI - PROGRAMMES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE AVEC DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Comme troisième pilier de base des politiques européennes, il est nécessaire de souligner le rôle des programmes de Coopération au Développement.

Avant nous citons l'importance de valoriser l'apport au développement des pays les moins avancés comme l'un des éléments permettant d'influer sur la pression migratoire et contribuant à améliorer les causes qui produisent les phénomènes migratoires: pauvreté et inégalité économique chronique dont souffrent les pays affectés par les déplacements de population.

Dans ce but, il existe aussi bien des accords bilatéraux entre des pays émetteurs et récepteurs de population immigrée, comme une politique commune de l'Union Européenne, matérialisée dans les Fonds Européens pour l'aide officielle au développement, destinés à transférer des ressources, non seulement monétaires mais aussi technologiques de formation et d'infrastructures aux pays les moins développés.

La plupart des villes sont dotées, par ailleurs, de programmes budgétaires d'une quantité plus ou moins grande, destinés à financer des projets de coopération administrés par différentes ONG, ainsi que des programmes de coopération directe avec des municipalités en voie de développement.

En général, les aides de chaque ville sont destinées aux pays originaires des groupes ethniques majoritaires dans la capitale ou dans le pays avec qui la ville entretient des liens culturels ou historiques solides grâce au fait que ces derniers ont été une colonie ou un protectorat.

De ce fait, **Amsterdam** destine des fonds de coopération au Surinam, au Maroc, aux Antilles Hollandaises, à la Turquie et au Ghana; **Lisbonne** au Cap-Vert, au Mozambique, à la Guinée et à l'Angola; **Bruxelles** à la ville de Kinshasa (République Démocratique du Congo) et **Madrid** (qui destine 0,7% de son budget à ce Programme) destiné aux pays de l'Amérique Latine, du Maghreb et de l'Afrique Équatoriale.

Dans le cadre des actions axées vers la solidarité internationale, les zones abordées, dans la plupart des cas, sont l'éducation et l'alphabétisation, la formation professionnelle, l'urbanisme, la santé publique, le traitement des eaux, la couverture des nécessités de base, la promotion de la femme et l'attention aux mineurs.

VII – PROJETS DE FUTUR

La plupart des municipalités européennes consultées coïncident sur le fait que le phénomène de l'immigration présente à une plus ou moins grande échelle dans chacun d'elles, loin de disparaître, augmentera de jour en jour et contribuera à la transformation des profils démographiques des villes.

Les projets destinés à la reconnaissance et au respect des valeurs inter-culturelles seront maintenus comme mesures visant à enrichir culturellement les villes, à découvrir les différentes manifestations artistiques, à rapprocher les personnes âgées des nouveaux voisins et à prévenir les conflits inter-ethniques.

Dans un futur proche, les entités locales pensent à la possibilité de maintenir et d'augmenter tous les programmes qui contribuent à atténuer les désavantages et les

différences de la population immigrée incluant dans ces derniers les mesures destinées à résoudre les nécessités d'accueil des nouveaux citoyens, et à faciliter l'accès à un logement adéquat, à éviter la dégradation urbanistique, à garantir une éducation d'intégration et à promouvoir des programmes d'insertion sur le marché du travail dans des conditions non discriminatoires.

Une grande partie des villes capitales indiquent comme défi principal la participation effective de la population immigrée dans la vie citadine.

La participation est considérée comme extrêmement importante en ce qui concerne l'intégration d'où l'intérêt d'impliquer les étrangers dans la gestion de la ville. C'est la vision qu'ont, pour l'avenir, des villes comme **Paris** et **Luxembourg** et d'autres du Nord de l'Europe qui soulignent l'importance du dessin de projets destinés à obtenir des formules de représentation et d'implication dans la prise de décisions et dans la gestion des programmes publics de caractère local.

En plus des tendances indiquées, de nombreuses capitales indiquent comme élément prioritaire pour l'avenir immédiat, la participation dans des réseaux européens, pour l'élaboration de projets destinés à la population étrangère.

Nous pouvons citer **Berlin** et le projet "POLIS ASYL" auquel participent aussi les principales autorités locales européennes, et "l'Observatoire européen d'Asile" dont cette ville fait partie de même que **Londres** et **Rome**.

Dans cette même ligne, il convient de souligner les projets sociaux financés avec des fonds hollandais dans lesquels participeront des villes comme **Varsovie** et **Budapest**.

VIII – COMMENTAIRES SPÉCIFIQUES SUR L'IMMIGRATION PROVENANT DES PAYS SUR LE POINT D'ADHÉRER À L'UNION EUROPÉENNE.

De nombreuses Capitales européennes soulignent le fait que, lors des dernières années, il s'est produit une augmentation significative d'étrangers provenant des pays qui, dans un futur proche, feront partie de l'Union Européenne.

À ce sujet, il convient d'attendre que la plus grande liberté de mouvement de ces nouveaux citoyens, garantie par les normes européennes, augmente et accentue cette tendance.

Quoique cette matière ne soit pas une compétence directe de l'administration locale, certaines municipalités ont prévu des mesures concrètes pour résoudre la situation: **Londres** souligne le fait que le gouvernement du Royaume-Uni a décidé d'accorder aux nouveaux citoyens de ces pays, le libre accès au marché du travail depuis la date d'entrée à l'Union Européenne.

Amsterdam souligne le fait que le gouvernement hollandais a prévu d'établir des liens de coopération avec ces pays et **Berlin** expose qu'il est très heureux de l'élargissement de l'Union Européenne.

De même, d'autres capitales européennes soulignent le fait qu'elles veulent participer dans l'intense échange avec les citoyens des nouveaux états-membres.